

NOUVELLE-ZÉLANDE

La croissance économique devrait se tasser pour s'établir à un taux plus durable de 2 ¼ pour cent à l'horizon 2016, avec l'essoufflement de la dynamique induite par la reconstruction post-sismique dans la région de Canterbury, le repli de la demande intérieure face à la baisse des prix à l'exportation et l'orientation plus restrictive des politiques macroéconomiques. Le taux de chômage devrait néanmoins diminuer et les salaires progresser modestement. Compte tenu de l'absorption intégrale du volant de capacités inemployées dans l'économie, la hausse des prix à la consommation devrait s'établir à 2 % en 2016.

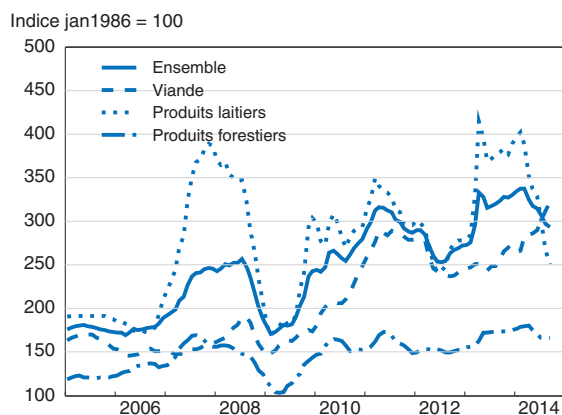
Les dernières mesures d'assouplissement monétaire devront être levées peu à peu. Il conviendrait d'éliminer les obstacles injustifiés à l'offre de logements pour en améliorer l'accessibilité tarifaire et réduire les risques pour la stabilité financière. L'assainissement des finances publiques devra se poursuivre comme prévu pour parvenir à un excédent budgétaire d'ici 2015 et consolider la trajectoire à la baisse de la dette publique.

La croissance économique demeure soutenue

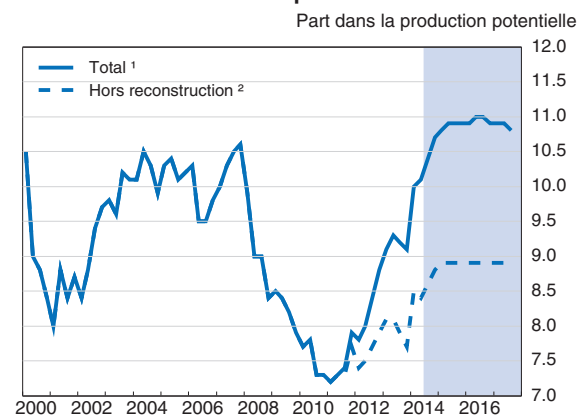
La croissance économique demeure soutenue en dépit de la forte baisse des prix des produits laitiers depuis février. Des sondages récents auprès des milieux économiques indiquent que la croissance à court terme devrait se poursuivre à un rythme de plus de 3 %, soit un taux supérieur au PIB potentiel, estimé à 2 ½ pour cent. L'activité économique est soutenue par la reconstruction post-sismique, l'accélération des constructions de logements et d'infrastructures à Auckland, les conditions favorables de la production laitière et un important solde migratoire net. L'immigration a permis de relâcher les tensions sur le marché du travail, mais a accentué la pénurie de logements à Auckland. L'investissement productif est passé à la vitesse supérieure pour pallier les restrictions de capacités. De solides créations d'emplois dopent le

Nouvelle-Zélande

Les prix à l'exportation des produits de base ont diminué tout en restant élevés



La reconstruction à Canterbury s'approche de son pic



1. Formation brute de capital fixe en immeubles résidentiels et dans les autres constructions, corrigée des variations saisonnières.

2. Total moins les estimations de la Banque de réserve de l'impact direct de la reconstruction sur les dépenses en construction.

Source : ANZ Bank ; et Reserve Bank of New Zealand, Monetary Policy Statement, septembre 2014.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933172506>

Nouvelle-Zélande : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants milliards de NZD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 1995/1996)				
PIB aux prix du marché	205.6	2.6	2.5	3.2	3.0	2.7
Consommation privée	121.2	2.9	3.3	3.2	3.4	2.3
Consommation publique	41.1	-1.5	0.9	2.2	-0.3	1.8
Formation brute de capital fixe	38.3	7.1	9.7	7.1	6.6	4.7
Demande intérieure finale	200.6	2.8	4.1	3.8	3.4	2.8
Variation des stocks ¹	0.7	0.0	-0.1	0.9	0.1	0.0
Demande intérieure totale	201.2	2.8	4.0	4.7	3.5	2.8
Exportations de biens et services	65.1	1.7	1.3	2.9	3.3	4.6
Importations de biens et services	60.7	2.7	6.3	6.6	4.8	4.7
Exportations nettes ¹	4.4	-0.2	-1.5	-1.0	-0.4	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.6	2.7	1.7	-0.1	1.5
Indice des prix à la consommation	—	1.1	1.1	1.2	1.3	1.9
IPC sous-jacent ²	—	1.0	1.2	1.4	1.5	1.9
Déflateur de la consommation privée	—	0.5	0.5	0.8	0.8	1.3
Taux de chômage	—	6.9	6.2	5.6	5.4	5.1
Taux d'épargne nette des ménages ³	—	-0.7	1.4	1.6	0.5	0.6
Solde des administrations publiques ⁴	—	-2.1	0.0	0.0	0.7	1.0
Dette brute des administrations publiques ⁵	—	42.6	41.6	41.1	40.2	39.0
Balance des opérations courantes ⁴	—	-4.1	-3.3	-3.5	-5.3	-5.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice global hors alimentation et énergie.

3. En pourcentage du revenu disponible.

4. En pourcentage du PIB.

5. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173299>

revenu des ménages et la consommation et ont permis de ramener le taux de chômage d'un pic de 7.2 %, à l'issue de la crise financière mondiale, à 5.4 % à la fin de 2014. Les tensions sur les salaires et les prix demeurent modérées.

L'activité de reconstruction dans la région de Canterbury sera bientôt à son maximum et l'immigration nette devrait marquer le pas

La dynamique induite par la reconstruction de la région de Canterbury sur la croissance économique devrait s'essouffler en 2015, lorsque l'activité de reconstruction sera à son maximum, mais ce n'est qu'après 2016 que la retombée d'activité pèsera sur la croissance économique. Après avoir connu une hausse considérable en 2014, l'immigration nette devrait ralentir en 2015/16 à la faveur d'une amélioration du climat économique et du marché du travail dans d'autres pays. Il n'en reste pas moins que le gonflement global de la population d'âge actif aura été notable.

Les politiques macroéconomiques devraient être moins propices à la croissance

L'orientation de la politique budgétaire devrait demeurer restrictive, avec un redressement du solde primaire sous-jacent de 1 ½ pour cent de PIB au cours des deux prochaines années. Des recettes en hausse, principalement, devraient en être à l'origine. La politique de resserrement

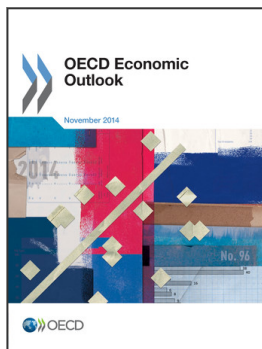
monétaire, amorcée en mars 2014, devrait reprendre au troisième trimestre de 2015 et se poursuivre pendant six mois, avec un relèvement des taux directeurs de 3.5 % à 4.25 %. Les restrictions appliquées en octobre dernier aux prêts immobiliers à forte quotité de prêt devraient être levées progressivement en 2015 pour éviter la désintermédiation.

La croissance devrait revenir à des taux plus durables

La croissance économique devrait reculer de 3 ¼ pour cent en 2014 à un taux plus durable de 2 ¾ pour cent en 2016, avec l'essoufflement de la dynamique créée par le secteur de la construction et de la hausse des prix à l'exportation ainsi que des premiers effets palpables du resserrement des politiques macroéconomiques. Compte tenu d'une croissance de l'emploi qui devrait fortement marquer le pas, le taux de chômage ne se repliera qu'aux alentours de 5 %. Les salaires ne devraient progresser que modestement et l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre devrait aider à relâcher les tensions sur les salaires. L'inflation devrait s'établir à 2 %, c'est-à-dire au centre de la fourchette visée par la banque centrale.

Les risques sont équilibrés

Le principal risque à la hausse pourrait être que l'immigration nette ne recule pas autant que prévu et/ou qu'elle ait, comme par le passé, un effet sur la demande intérieure plus fort qu'au cours des deux dernières années et qu'elle stimule la croissance. Côté risque à la baisse, une nouvelle détérioration de l'économie mondiale, en particulier de l'économie chinoise, ferait baisser les volumes et les prix à l'exportation et freinerait la croissance.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Nouvelle-Zélande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-32-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.